



Les

GREA

Cahiers

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 54_2

" Réfléchir à changer "

Octobre – Décembre 2015

Mali



Perceptions populaires des acteurs du conflit

Massa COULIBALY, Wélé Fatoumata SOW, Djénéba DIARRA

Table des matières

Résumé	1
Introduction	4
1. Typologie des acteurs	5
1.1. Les auteurs	5
1.2. Les victimes	7
2. Rôles des acteurs	13
3. Les crimes de violation des droits de l'homme.....	18
4. Les acteurs de la paix et de la réconciliation.....	19
Conclusions	23

Résumé

A peine une année après le déclenchement de la guerre en janvier 2013, les maliens se sont prononcés dans une enquête Afrobaromètre sur les auteurs présumés du conflit et du chaos qui l'a précédé une autre année durant auparavant, sur les victimes du conflit ainsi que sur les acteurs du processus de paix et de réconciliation engagé depuis. Menée en décembre 2013/janvier 2014 sur toute l'étendue du territoire national, l'enquête a produit des données dont le traitement d'une partie permet ici de situer un tant soit peu les responsabilités dans les événements d'occupation et de conflit du Nord, d'en mesurer les conséquences, d'en apprécier le rôle des acteurs ainsi que la confiance des citoyens dans les acteurs du processus de paix et de réconciliation. Le défi majeur dans cette voie post-conflit demeure la confiance des citoyens dans les principaux protagonistes des négociations à venir. Ce d'autant plus que le déséquilibre de confiance populaire aux uns et aux autres est si profond que la présence de certains acteurs dans ce processus est à tout le moins discutable. L'enquête n'en révèle pas moins les perceptions populaires à verser dans le dossier du processus de retour à la stabilité et à une paix durable au Mali.

Sur ces questions d'occupation et de conflit du Nord ainsi que de paix et de réconciliation justement, les principales perceptions populaires tirées de l'enquête Afrobaromètre peuvent être ainsi synthétisées:

- Les trois premiers responsables des événements d'occupation et de conflit du Nord sont les terroristes étrangers, l'Etat et les dirigeants politiques (qui ont plongé le pays dans la corruption et ont fini par affaiblir la force publique) et les puissances étrangères dans leur convoitise des ressources naturelles. Aussi, les militaires n'obtiendraient qu'une note de 11 sur 20 quant à leur responsabilité notamment par le coup d'Etat du 22 mars 2012
- Parmi les conséquences du conflit figurent le déplacement interne de population, estimé à environ 6% dont près de la moitié étaient de retour au moment de l'enquête (46%) et 2 sur 5 avec intention de retourner, le reste n'ayant pas l'intention de retourner au bercail. La moitié des déplacés étaient originaires de Tombouctou, le tiers de Gao et le reste de Mopti et Kidal
- Les maliens ont été affectés par le conflit dans les proportions de 15% personnellement et 23% à travers des membres de leurs

familles. Un malien sur vingt déclare avoir perdu (mort d'homme) un membre de sa famille avec des proportions encore plus élevées à Kidal (23%) et Tombouctou (15%)

- L'unanimité semble faite sur l'utilité des forces armées (maliennes et internationales –MINUSMA et Serval) à résoudre le conflit, plus de 9 maliens sur 10. A l'opposé, les 6 groupes islamistes et rebelles du Nord seront tenus responsables par l'opinion publique dans l'éclatement d'un nouveau conflit armé au Nord. Il en est de même pour l'opération militaire française, Serval, pour 2 maliens sur 5, mais 4 sur 5 à Kidal et 3 à Tombouctou
- Dans le processus de paix et de réconciliation, les trois premiers acteurs avec le plus de suffrages de confiance des maliens sont les FAMA, le Gouvernement et le HCI, 9 maliens sur 10 dans chacun des cas. Les trois suivants, par ordre, sont la MINUSMA, Serval et la CEDEAO. La CVJR et les groupes d'autodéfense ferment la marche de la confiance avec respectivement 4 maliens sur 5 et 3 sur 5. La confiance aux 6 groupes islamistes et rebelles qui ont pris les armes contre l'Etat malien varie de 5 à 1%, avec 3% au MNLA, groupe qui recueille 9% de confiance dans son fief de Kidal

Il faut rappeler que Afrobaromètre est un réseau de recherche africain en sciences sociales. Il mesure l'opinion publique sur les questions clés politiques, sociales et économiques. Les données sont obtenues par entretiens en face-à-face dans les langues officielles et nationales avec des échantillons représentatifs¹ des citoyens africains âgés de 18 ans et plus. Dans son round 5, y compris l'enquête de décembre 2012 du Mali, plus de 50'000 citoyens avaient été enquêtés dans 34 pays africains. Le présent rapport est basé sur un round spécifique R5.5 sur "Démocratie, gouvernance et réconciliation nationale au Mali" avec les enquêtes de terrain menées du 17 décembre 2013 au 5 janvier 2014.

L'échantillon pour cette enquête était assez particulier. Pour un total de 2'486 observations, il comprenait trois composantes:

1. un échantillon probabiliste national stratifié pour couvrir les milieux urbain et rural de toutes les 9 régions administratives

¹ Voir <http://www.afrobarometer.org/survey-and-methods/sampling-principles>

- dans leurs proportions corrigées (n=2'067). A la différence de l'échantillon de 2012, l'échantillon national de 2013 inclut non seulement les zones hier non occupées mais aussi les zones jadis occupées, essentiellement les régions du Nord. Dans ce rapport, les répondants du précédent groupe sont ceux des SE (sections d'énumération) non occupées et ceux du dernier les SE occupées
2. un sur-échantillon dans le Nord pour compenser le fait que ces régions constituent moins de 10% de la population du pays. Ce sur-échantillon (n=200), aussi sélectionné aléatoirement, fournit suffisamment d'observations pour accroître la fiabilité des généralisations sur les seules trois régions du Nord
 3. un sur-échantillon de personnes déplacées internes (IDP – Internal displaced persons). Les IDP sont identifiés par la question suivante du questionnaire "Etes-vous, ou avez-vous été déplacé de votre maison à cause des évènements récents d'occupation et de conflit du Nord". Cette procédure a généré 396 IDP dont 257 (65%) au Sud et 139 (35%) au Nord. Parmi ceux-ci, 118 (soit 30%) avaient été identifiés aléatoirement dans l'échantillon national².

² Etant donné un échantillon aléatoire national de 2'067 de taille (en excluant le sur-échantillon du Nord), 118 IDP constituent 5.7% de la population du Mali. Le pays compte environ 15.98 millions d'habitants en juillet 2013 dont 43% (soit 6.88 millions) âgés de 18 ans et plus. Ces chiffres conduisent à une estimation de 392'000 populations déplacées, ce qui représente une approximation raisonnable de 350'000 estimée par le Haut conseil aux réfugiés des Nations unies comme étant la population IDP en juin 2013

Introduction

Du 17 décembre 2013 au 5 janvier 2014, il a été mené sur le terrain une enquête Afrobaromètre au titre d'un round spécial pour traquer les perceptions populaires des maliens sur "Démocratie, gouvernance et réconciliation nationale". L'enquête a touché au total 2486 individus âgés de 18 ans et plus dont 200 dans un sur-échantillon dans les 3 régions du Nord et 219 autres individus tous déplacés internes dans les régions de Koulikoro, Ségou, Mopti et Bamako. Sur l'échantillon global, 450 personnes enquêtées (soit 18% du total) proviennent des zones hier sous occupation jihadiste et rebelle, zones qui n'avaient pu être enquêtées en 2012 lors du round 5 des enquêtes Afrobaromètre. Ces zones sont constituées des 3 régions du Nord plus le cercle de Douentza dans la région de Mopti ainsi qu'une partie des cercles de Niono (région de Ségou) et de Mopti.

Le présent rapport traite des perceptions pondérées proportionnellement à leurs tailles respectives dans la population du pays des 2267 répondants dont 200 supplémentaires des 3 régions du Nord. Ces perceptions ont plus précisément trait aux acteurs des événements récents d'occupation et de conflit du Nord, en tant qu'auteurs ou victimes. Il a également trait à la position de certains acteurs selon qu'ils constituent un problème ou une solution au conflit du nord ainsi qu'à la confiance des citoyens en d'autres dans le processus de paix et de réconciliation au Mali.

1. Typologie des acteurs

Les acteurs du conflit sont triés d'après les questions relatives aux raisons des événements récents d'occupation et de conflit du Nord, pour ce qui est des auteurs et identifiés comme étant ceux qui déclarent en avoir été affectés d'une manière ou d'une autre, pour ce qui est des victimes. Cette seconde classe d'acteurs se décompose à son tour en déplacés internes, en affectés directs et indirects et finalement ceux déclarant avoir des familles qui en ont souffert par mort de membres.

1.1. Les auteurs

Interrogés sur les principales raisons de l'occupation et du conflit du Nord, les maliens incriminent en tout premier les terroristes étrangers qui écumaient tout le septentrion du pays en 2012 et ont mis sous contrôle les populations de cet espace soustrait de l'autorité de l'Etat central du Mali. Ce premier rang des terroristes est observé dans toutes les régions à l'exception de Kidal où ils n'occupent que la troisième place, après les dirigeants politiques et la corruption, en un mot l'incompétence de la classe dirigeante malienne sans doute empêtrée dans la corruption.

De façon générale, sont tout aussi responsables de la situation chaotique créée au Nord, l'état de corruption dans lequel baigne le pays que les puissances étrangères qui convoitent les ressources du sous-sol et l'Etat jugé trop faible pour faire face à ses obligations de développeur et de protecteur des populations. Il en résulte que les principaux auteurs des événements du Nord demeurent les terroristes, les puissances étrangères, l'Etat et les dirigeants politiques du pays, ces deux derniers étant accusés de corruption, de faiblesse et d'incompétence face à leurs responsabilités régaliennes. Dans ce tableau, les militaires ne sont pas perçus comme étant fautifs du chaos, pas plus l'armée que les auteurs du coup d'Etat du 22 mars 2012. Mais en remontant vers le Nord, leur responsabilité est de plus en plus engagée, 70% des répondants de Mopti (contre une moyenne nationale de 55%), 73% pour Tombouctou (devant les puissances étrangères), 79% à Gao (même niveau que la classe politique) et 83% à Kidal (même score que l'Etat dans son ensemble).

Tableau 1. Auteurs présumés de l'occupation et du conflit du Nord par région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
Terroristes étrangers	86	91	93	97	91	96	95	95	88	92
Corruption	76	81	89	86	79	79	95	97	77	82
Puissances étrangères	72	74	92	87	78	71	72	73	81	80
Etat	67	80	83	82	75	80	94	83	80	79
Dirigeants politiques	72	75	82	84	70	62	94	97	73	76
Administration publique	67	73	79	75	69	63	87	87	65	72
Classe politique	65	69	69	72	56	50	79	78	68	66
Sous-développement	53	45	75	63	66	77	89	78	55	62
Militaires	50	39	62	50	70	73	79	83	45	55

En examinant les auteurs selon le niveau d'éducation des répondants, les analphabètes dictent l'ordre national d'accusation des groupes et organismes responsable des évènements d'occupation et de conflit du Nord, sinon les personnes de niveau secondaire et plus placent aux premiers rangs les terroristes étrangers et les puissances étrangères avant la corruption et les autorités dirigeantes ou politiques du pays. Il n'y a pas d'effet éducationnel sur l'accusation plus ou moins faible des militaires comme responsables du chaos 51 à 56% des répondants loin derrière tous les autres auteurs présumés.

Tableau 2. Auteurs présumés de l'occupation et du conflit du Nord par niveau d'éducation (en %)

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Terroristes étrangers	91	92	92	94	90	92
Corruption	81	81	83	85	83	82
Puissances étrangères	79	76	82	86	84	80
Etat	76	79	83	80	83	79
Dirigeants politiques	76	74	79	82	73	76
Administration publique	71	68	77	76	73	72
Classe politique	66	64	68	73	59	66
Sous-développement	62	65	59	60	59	62
Militaires	56	56	52	51	54	55

Après l'unanimité quant à la responsabilité première des terroristes étrangers, les dénonciations d'auteurs présumés varient selon que l'on

soit des zones jadis occupées ou non. Ainsi pour les répondants des zones jadis sous occupation jihadiste, la responsabilité de l'Etat ou des dirigeants politiques ainsi que la corruption ou encore le sous-développement des régions du Nord surclasse le rôle présumé des puissances étrangères. Pour ces citoyens, le coup d'Etat est autant responsable que les puissances étrangères dans leur convoitise des ressources du pays.

Tableau 3. Auteurs présumés de l'occupation et du conflit du Nord par zone (en %)

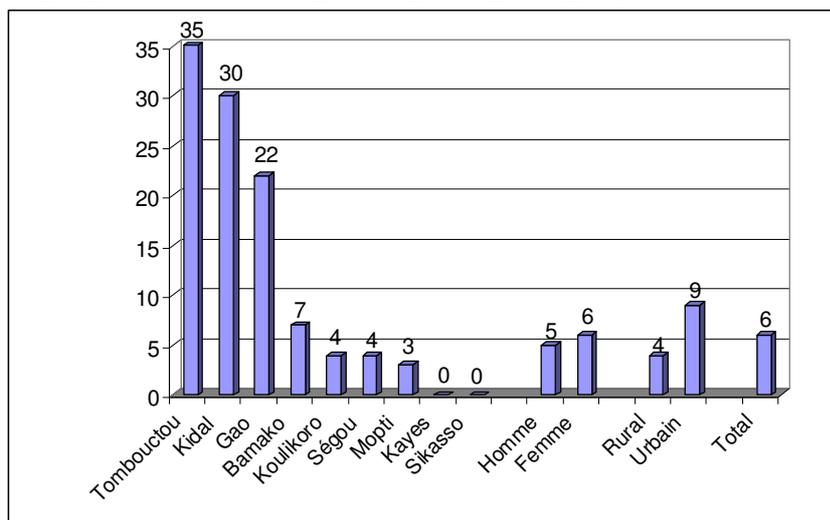
	Non occupées	Occupées	Total
Terroristes étrangers	91	95	92
Corruption	82	85	82
Puissances étrangères	81	74	80
Etat	78	86	79
Dirigeants politiques	77	75	76
Administration publique	72	72	72
Classe politique	67	58	66
Sous-développement	59	79	62
Militaires	52	74	55

1.2. Les victimes

Cette catégorie d'acteurs comprend les personnes déclarant être ou avoir été déplacées en raisons des événements récents d'occupation et de conflit du Nord, celles indiquant aussi avoir été affectées d'une manière ou d'une autre par lesdits événements, soit elles-mêmes soit à travers des membres de leurs familles. S'agissant des personnes déplacées internes (IDP – Internal displaced people), elles représentent environ 6% de la population des adultes (18 ans et plus), à raison de 22% en zones jadis occupées contre 3% ailleurs. On en enregistre dans toutes les régions du pays à l'exception de Kayes et de Sikasso. Comme il fallait s'y attendre, les 3 régions du Nord fournissent les plus grands contingents tout au moins en terme de prévalence, 22% de la population adulte de Gao, 30% à Kidal et 35% à Tombouctou. En moyenne, il y aurait légèrement plus de femmes déplacées que d'hommes, plus d'urbains que de ruraux (plus que du simple au double, avec 4% de ruraux contre 9% d'urbains). La prévalence augmente autant avec l'âge qu'avec le niveau d'éducation

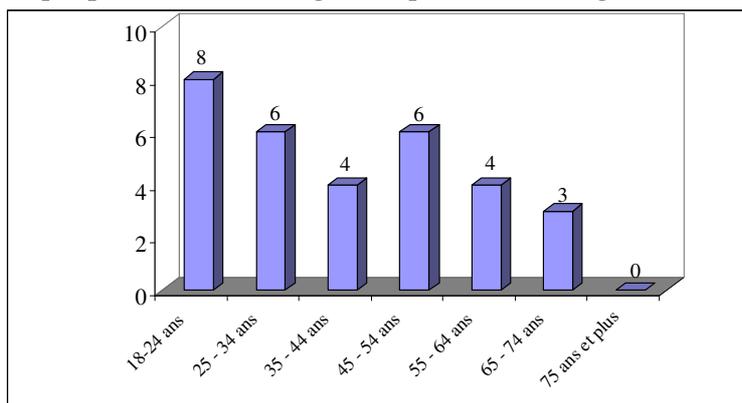
(de 4% pour aucun niveau à 7% pour le supérieur en passant par les 12% secondaire et 6% primaire).

Graphique 1. Pourcentage de déplacés par région, sexe et milieu



Par groupe d'âge, les 18-24 ans enregistrent le plus fort taux de déplacés, 8% contre 4% pour les 35-44 ans ou encore les 55-64 ans, avec autant de proportions de déplacés parmi les 25-34 ans que parmi les 45-54 ans, 6% chacun des deux groupes d'âge. A partir de 65 ans, le taux est de 3% pour être nul à partir de 75 ans.

Graphique 2. Pourcentage de déplacés selon l'âge



Dans la population des déplacés internes, l'enquête a distingué trois configurations, à savoir les déplacés de retour, les déplacés non de retour avec l'intention de le faire et les déplacés non de retour et sans l'intention de s'y résoudre à le faire. La première configuration était en janvier 2014 la plus populaire (46% des déplacés) contre 14% pour la dernière et le reste pour la seconde. Les taux de retour les plus élevés sont observés dans les régions du Nord (74% à Kidal, 87% à Gao et 95% à Tombouctou) et donc dans les zones jadis occupées (91%), parmi les ruraux (64% contre 19% pour les urbains) ainsi que les hommes (59% contre 35 pour les femmes). Il est à noter qu'aucun déplacé de Koulikoro, Ségou ou Bamako n'est de retour, tout simplement parce que ces régions n'ont pas produit de déplacés mais en ont accueilli. Les 4 régions d'origine des déplacés sont celles avec des zones jadis sous occupation jihadiste, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal. Curieusement à Kidal, il n'a été enregistré aucun déplacé qui n'ait pas l'intention de retour dans sa zone d'origine.

Tableau 4. Répartition des déplacés internes par région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
IDP de retour	0	0	0	0	15	95	87	74	0	46
IDP avec intention de retour	0	61	0	75	76	4	8	26	75	40
IDP sans intention de retour	0	39	0	25	9	1	5	0	25	14

Quand on regarde par région d'origine des déplacés, le plus gros contingent est originaire de Tombouctou (53% du total) devant Gao (33%), Mopti et Kidal fournissant chacune 7% des déplacés enquêtés dans le pays. De même, Tombouctou enregistre le plus fort taux de retour, suivie de Gao (39%) puis Kidal (32%) et Mopti (19%). Plus de deux déplacés de Kidal comme de Mopti sur cinq n'ont pas l'intention de retourner dans leurs localités d'origine dans ces régions respectives contre seulement environ un sur dix à Gao ou Tombouctou.

Tableau 5. Situation de retour des déplacés dans leurs régions d'origine (en %)

	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Total
IDP de retour	19	55	39	32	46
IDP avec intention de retour	37	37	50	24	40
IDP sans intention de retour	44	8	12	44	14

Interrogés de savoir s'ils ont été ou non directement affectés par les événements d'occupation et de conflit du Nord, 15% des maliens répondent par l'affirmative, à raison de 55% dans les zones jadis occupées contre 10% dans le reste du territoire national. Les urbains ont été proportionnellement plus affectés que les ruraux, les jeunes plus que leurs aînés, les plus éduqués plus que les autres, les musulmans légèrement plus que les non musulmans.

Evidemment les régions les plus affectées demeurent celles du Nord et bien sûr Mopti à la frontière du septentrion et du reste du Mali. Toute proportion gardée, Kidal est la région la plus affectée suivie de Gao et Tombouctou dont on ne sait presque pas qui surclasse qui étant donné qu'il y a proportionnellement plus de victimes directes à Tombouctou mais plus de victimes indirectes à Gao.

Tableau 6. Etre ou avoir été affecté par le conflit (en %)

		Personnellement	A travers membre famille
Région	Kayes	0	8
	Koulikoro	10	14
	Sikasso	8	9
	Ségou	5	13
	Mopti	25	43
	Tombouctou	62	75
	Gao	79	65
	Kidal	83	87
	Bamako	12	25
Milieu	Urbain	16	29
	Rural	15	21
Sexe	Homme	16	21
	Femme	15	26
Age	18 - 24 ans	14	23
	25 - 34 ans	19	28
	35 - 44 ans	15	23
	45 - 54 ans	15	22
	55 - 64 ans	16	17
	65 - 74 ans	7	17
	75 ans et plus	10	18
Education	Aucun	16	19
	Informel	15	27
	Primaire	11	23
	Secondaire	20	27
	Supérieur	16	31
Zones	Non occupées	10	18
	Occupées	55	62
Religion	Sans religion	8	10
	Animiste	5	8
	Chrétien	0	21
	Musulman	17	24
Total		15	23

A la question de savoir si un membre de leurs familles a perdu la vie lors des évènements récents d'occupation et de conflit du Nord, 5% des personnes interrogées ont indiqué que oui, avec 6% des femmes contre 4% des hommes, 7% des urbains pour 4% des ruraux. Les cas

signalés de mort d'hommes sont plus fréquents à Kidal (23% des personnes interrogées), Tombouctou (15%), Gao (9%) et Mopti (8%), tandis qu'à Sikasso, le taux de 1%. Par milieu, Tombouctou et Kayes enregistrent le plus de cas, 23% respectivement 21% chez les urbains. Pour les ruraux, le classement est dominé par Kidal (30%) et Tombouctou (14%).

Tableau 7. Etre ou avoir été affecté par la mort d'un membre de famille (en %)

	Mort d'hommes									
	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
Homme	2	3	1	2	5	20	13	28	5	4
Femme	9	7	1	3	12	11	5	19	4	6
Urbain	21	13	1	13	10	23	7	13	4	7
Rural	3	4	1	2	8	14	9	30	0	4
Total	5	5	1	3	8	15	9	23	4	5

2. Rôles des acteurs

Le rôle joué ou à jouer par chaque acteur est scruté dans le questionnaire à travers deux questions:

- Combien les acteurs suivants ont-ils été utiles pour aider à résoudre le conflit du nord
- Si un grave conflit armé éclate à nouveau dans le Nord, quelle serait probablement la responsabilité des acteurs suivants.

Nous avons recoupé les réponses à ces deux questions de sorte à ne retenir que les 14 acteurs retrouvés de part et d'autre. Ainsi ont été écartés du recoupement le COREN (Collectif des ressortissants du Nord), la junte militaire et les maliens (tout court sans autre précision, s'agissant des citoyens du pays en opposition à l'aide extérieure que pourront apporter des acteurs extérieurs).

A l'échelle nationale, les acteurs les plus utiles à la résolution du conflit sont les forces armées maliennes (FAMA), la MINUSMA (Mission internationale des Nations unies pour la stabilisation du Mali), l'opération militaire française Serval, le Gouvernement, le HCI (Haut conseil islamique), la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) et la Commission vérité justice et réconciliation (CVJR), soit donc trois corps militaires, un gouvernement, un organisme islamique censé fédérer les musulmans du pays, un groupement économique régional et un organe de réconciliation nationale. Curieusement, cet ordre de préférence ne change pas fondamentalement selon que le répondant est ou non d'une zone jadis sous occupation jihadiste, seulement que Serval surclasse la MINUSMA dans l'ordre de préférence des zones occupées, ce qu'on observe dans toutes les 4 régions d'occupation. Il n'y a qu'à Kidal où les FAMA n'ont pas la plus grande utilité à résoudre le conflit du Nord, surclassées qu'elles sont par les deux forces militaires étrangères que sont Serval et MINUSMA

Tableau 8. Utilité des acteurs à résoudre le conflit du Nord (en %)

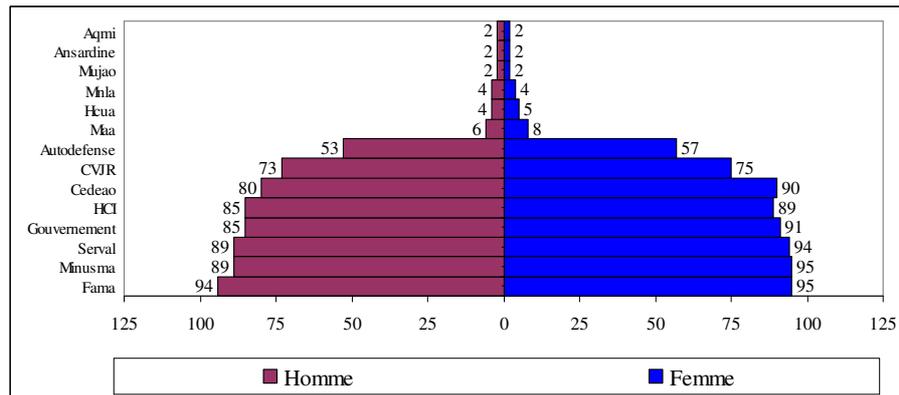
	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
FAMA	92	95	92	95	96	97	100	86	93	94
MINUSMA	90	92	95	92	94	96	96	86	85	92
Serval	91	84	90	93	95	97	98	91	91	91
Gouvernement	82	87	85	88	93	94	98	81	90	88
HCI	83	85	81	92	93	92	98	80	86	87
CEDEAO	82	80	88	88	95	94	97	81	74	85
CVJR	77	72	74	74	89	78	56	47	65	74
Autodéfense	38	56	38	55	75	80	66	42	61	55
MAA	7	2	9	11	7	12	2	3	3	7
HCUA	7	2	3	2	6	11	1	13	6	5
MNLA	8	1	4	3	6	10	2	14	4	4
MUJAO	3	1	1	1	1	5	0	5	3	2
ANSAR DINE	4	1	1	1	2	4	0	0	2	2
AQMI	4	1	1	1	2	5	0	5	3	2

Les groupes armés combattants sont plutôt jugés peu utiles voire pas utiles du tout à la résolution du conflit du Nord. Ces groupes feraient plus partie du problème que de la solution. Leurs meilleurs scores sont enregistrés à Tombouctou et Kidal, tout au moins pour ce qui est du HCUA (Haut conseil pour l'unité de l'Azawad) et du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad). Les groupes islamistes combattants (MUJAO, ANSAR DINE et AQMI) qui ont infligé les pires exactions lors de l'occupation et du conflit du Nord ont quelque peu la côte à Tombouctou (pour les trois) et Kidal (pour le MUJAO et AQMI). Le MNLA recueille 14% à Kidal, 10% à Tombouctou et 8% à Kayes d'avis favorables sur son utilité à résoudre le conflit du Nord, contre 4% au plan national, 3% à Ségou, 2% à Gao et 1% à Koulikoro. Les groupes d'autodéfense sont à la frontière entre les acteurs adulés et ceux décriés, avec 55% d'avis favorables, 80% à Tombouctou et 75% à Mopti.

Il n'y a pas non plus d'effet genre, hommes et femmes classant dans le même ordre d'utilité les acteurs retenus. Il y a simplement pour les femmes une légère préférence pour la CEDEAO au détriment du HCI.

Aussi, les femmes accordent-elle un ou deux points de pourcentage de plus au HCUA et au MAA comparativement aux hommes.

Graphique 3. Pyramide de l'utilité des acteurs à résoudre le conflit du Nord (en %)



En cas d'éclatement à nouveau de conflit armé au Nord, les 6 groupes armés islamistes et rebelles seront indexés d'en avoir une plus grande responsabilité. Cette tête de peloton reste comme telle quelle que soit la région ou même que le répondant ait habité une zone jadis occupée ou non. Au niveau des zones occupées cependant, il faut ajouter que l'on pense que 5 autres acteurs joueraient un plus grand rôle dans l'éclatement d'un nouveau conflit au Nord, à savoir le Gouvernement (65%), Serval (64%), la MINUSMA (61%), la CEDEAO (59%) et les FAMA (57%). Il faut noter que tous indiquent que les acteurs comme les groupes d'autodéfense, la CVJR et le HCI n'y joueraient presque pas de rôle.

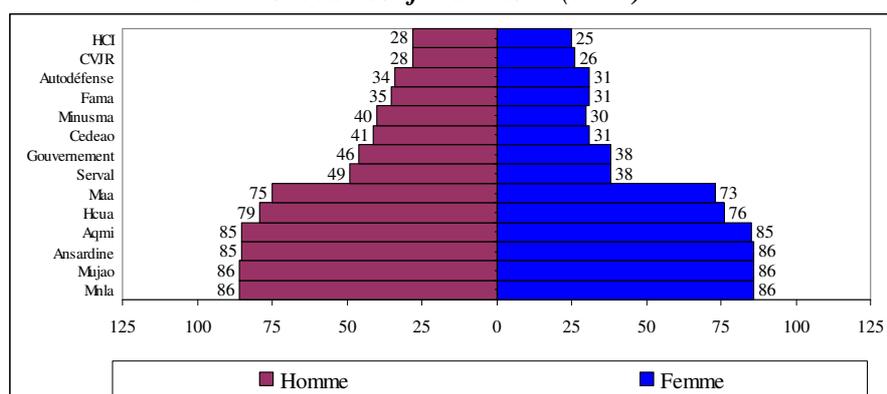
Serval occupe une position médiane entre les acteurs qui mettraient l'huile au feu et ceux qui s'en abstiendraient. Mais à Kidal, l'on estime que Serval jouerait le premier rôle dans l'éclatement d'un nouveau conflit au Nord (80% des répondants) devant le Gouvernement (75%) et les FAMA (67%). A Gao, ce sont dans l'ordre, le Gouvernement (79%) et Serval (75%). C'est aussi dans cette région que le HCI a son plus grand score de responsable probable dans l'éclatement d'un nouveau conflit au Nord.

Tableau 9. Responsabilité des acteurs dans l'éclatement d'un nouveau conflit du Nord (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
MNLA	80	93	72	98	88	70	71	53	93	86
MUJAO	79	93	73	98	90	69	69	61	93	86
ANSAR DINE	78	93	73	98	88	69	69	61	93	86
AQMI	78	92	73	97	89	68	69	61	91	85
HCUA	73	72	67	96	82	67	66	61	84	77
MAA	73	73	59	84	80	67	67	61	84	74
Serval	39	36	54	39	24	63	75	80	51	43
Gouvernement	35	39	53	36	24	65	79	75	45	42
CEDEAO	33	28	47	31	21	59	72	55	39	36
MINUSMA	33	27	45	28	21	61	72	55	36	35
FAMA	29	24	46	22	20	61	73	67	34	33
Autodéfense	34	29	35	38	23	35	54	52	25	32
CVJR	19	22	38	24	18	44	45	41	26	27
HCI	21	19	39	20	17	47	65	45	23	26

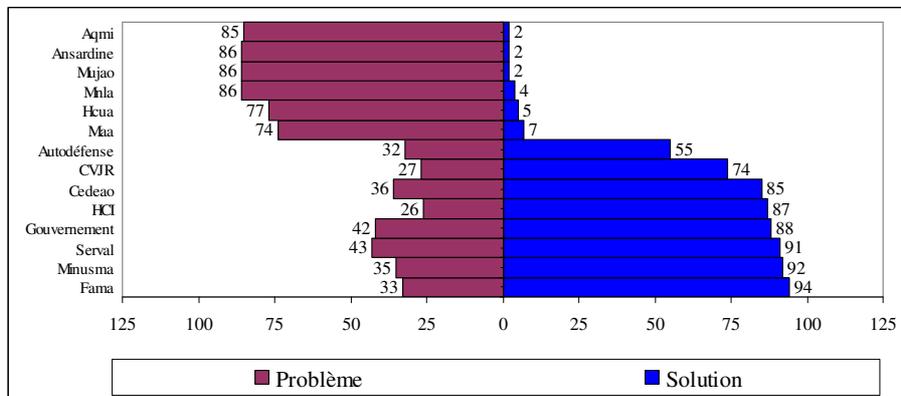
Ici non plus, il n'y a pas d'effet genre avec juste de différences d'intensité de l'opinion pour les hommes en ce qui concerne la CEDEAO et la MINUSMA pour lesquels l'on note 10 points de pourcentage de plus par rapport aux femmes.

Graphique 4. Pyramide de la responsabilité des acteurs dans l'éclatement d'un nouveau conflit au Nord (en %)



Selon les perceptions populaires du conflit du Nord, les trois groupes islamistes (AQMI, ANSAR DINE et MUJAO) ainsi que les trois groupes rebelles (MNLA, HCUA et MAA) sont en terme de balance entre leur utilités à résoudre le conflit et leurs éventuelles responsabilités dans un nouvel éclatement de conflit, sont plutôt le problème et non la solution. A contrario, les autres acteurs sont plutôt la solution que le problème avec en tête les FAMA et le HCI (61 points d'écart net), suivis de la MINUSMA (57), de la CEDEAO (49), de Serval (48) et du Gouvernement (46).

Graphique 5. Pyramide de la position nette des acteurs dans face au conflit du Nord (en %)



3. Les crimes de violation des droits de l'homme

A la question de savoir quels étaient les crimes devant être investigués comme crimes de violation des droits de l'homme, les répondant à l'enquête Afrobaromètre y ont tout inclus dans des pourcentages de 94 à 96% d'approbation. Cela va de la torture lors de l'occupation et du conflit armé du Nord à la destruction de biens publics en passant par les actes de viol, de profanation de tombes et mausolées et de vol ou de destruction de manuscrits. L'intensité de cette approbation est plus faible dans les zones jadis occupées comparativement aux zones non occupées, de 87 à 93% (6 points d'étendue) dans le premier cas contre 94 à 96% dans le second (2 points d'étendue). Cet état de fait est induit plus par Mopti et Tombouctou que par Kidal ou Gao.

Tableau 10. A inclure dans les crimes de violation des droits de l'homme (en %)

	Zones non occupées	Zones occupées	Total
Torture	96	93	96
Destruction de propriété privée	95	91	95
Complicité de crime	96	89	95
Meurtre	94	92	94
Viol / harcèlement sexuel	95	91	94
Destruction de manuscrits historiques	94	89	94
Profanation de tombes et mausolées	94	88	94
Vol	95	88	94
Destruction de propriété publique	95	87	94

Cette condamnation d'autant d'actes de crimes de violation des droits de l'homme ne souffre ni d'effet genre ni d'effet religion encore moins d'éducation. Il faut juste noter que les musulmans décrivent la torture comme étant le plus grave crime de violation des droits de l'homme tandis que pour les chrétiens, il s'agit plutôt de la destruction de propriété publique comme les écoles ou les centres de santé, le vol pour les animistes et la profanation de tombes et mausolées pour les sans religion.

4. Les acteurs de la paix et de la réconciliation

Dans le processus de paix et de réconciliation, les acteurs du conflit bénéficient de plus ou moins de confiance des maliens, avec à leur tête les forces armées maliennes (93% d'opinion favorable) suivies du Gouvernement (90%) et du HCI (88%) ex-æquo avec la MINSUMA. En queue de peloton, très loin derrière, se trouvent les 6 groupes islamistes et rebelles armés. Les groupes d'autodéfense occupent une position relativement médiane (60% de confiance) derrière la CVJR (80%) et Serval et CEDEAO (83% chacun). Dans les zones jadis occupées, les 3 groupes islamistes ne recueillent aucune confiance des populations contre 2% d'opinion positive dans les zones non occupées. Les groupes d'autodéfense bénéficient également de plus de confiance dans les premières zones (78%) que dans les secondes (57%).

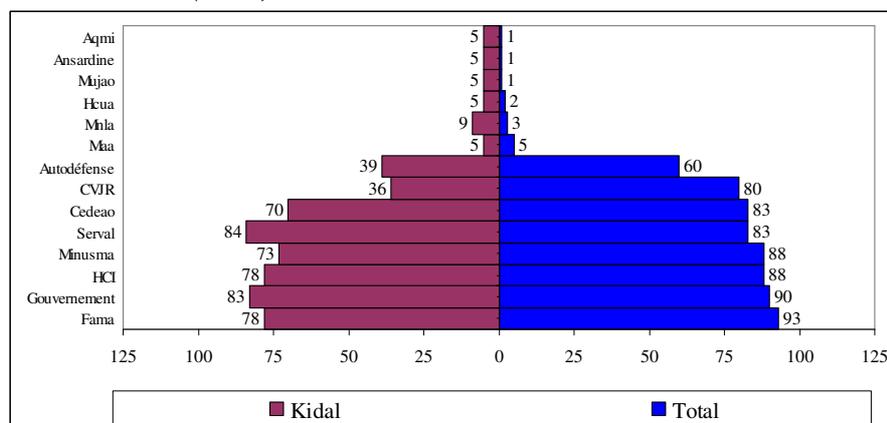
Lorsqu'on examine ces perceptions des populations sur les acteurs dans le processus de paix et de réconciliation, les FAMA arrivent en tête de la confiance des sondés dans toutes les régions sauf à Kidal, Mopti, Gao et Mopti ainsi qu'à Sikasso. Dans la première de ces régions, elles sont distancées (78%) par Serval (84%) et le Gouvernement (83%).

Tableau 11. Confiance aux acteurs dans le processus de paix et de réconciliation par région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
FAMA	88	94	90	95	93	97	93	78	94	93
Gouvernement	84	91	87	87	93	97	92	83	94	90
HCI	88	88	75	90	93	95	98	78	91	88
MINUSMA	81	90	91	91	91	96	95	73	83	88
Serval	78	79	86	84	93	95	91	84	72	83
CEDEAO	75	83	84	86	91	95	94	70	70	83
CVJR	83	76	69	80	94	87	58	36	82	80
Autodéfense	35	61	45	61	82	83	72	39	66	60
MAA	4	1	8	10	4	6	1	5	2	5
MNLA	4	0	5	1	7	5	1	9	2	3
HCUA	4	0	2	2	4	4	0	5	1	2
MUJAO	3	0	1	1	3	1	0	5	1	1
ANSAR DINE	3	0	1	1	3	1	0	5	1	1
AQMI	3	0	1	1	4	1	0	5	1	1

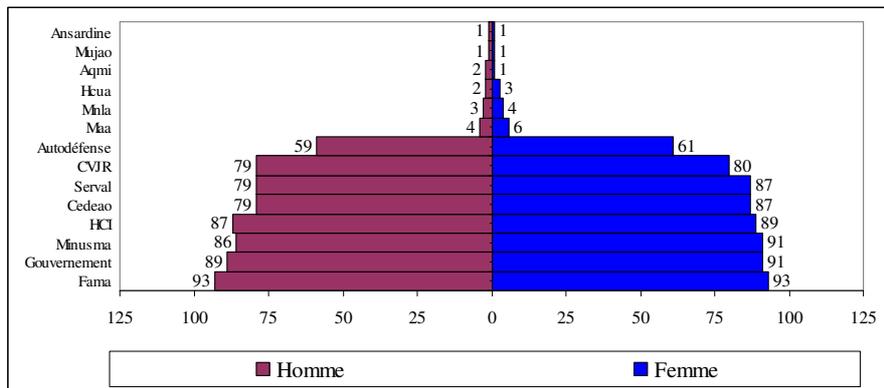
Les groupes d'autodéfense et la CVJR ont la confiance d'à peine 2 adultes sondés sur 5 de Kidal (39% respectivement 36%). Dans cette même région, moins d'un adulte sur dix (9%) fait confiance au MNLA dans le processus de paix et de réconciliation, un sur vingt s'agissant des 5 autres groupes islamistes ou rebelles.

Graphique 6. Pyramide de confiance aux acteurs Kidal versus Total pays (en %)



La pyramide de confiance par sexe est plus uniforme que celle mettant en parallèle répondants de l'enquête de Kidal avec ceux de l'ensemble du pays, y compris Kidal. Les scores de confiance des femmes sont généralement plus faibles que ceux des hommes, sans pour autant que les deux scores soient significativement différents.

Graphique 7. Pyramide de confiance aux acteurs selon le sexe (en %)



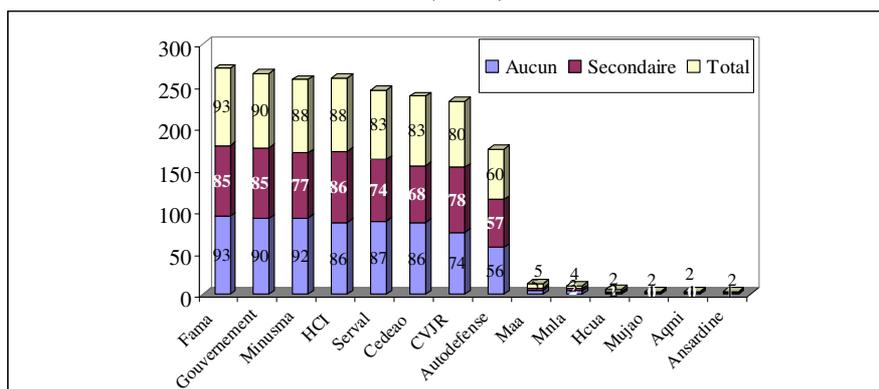
Par niveau d'éducation, les FAMA surclassent toujours les autres acteurs sauf pour le secondaire où elles sont surclassées par le HCI. La confiance en la MINUSMA et en Serval diminue chacune au fur et à mesure que croît le niveau d'éducation des enquêtés, de 87% à 70% pour le premier et de 92 à 75% pour le second, lorsqu'on quitte du niveau "aucun" à celui "supérieur".

Tableau 12. Confiance aux acteurs dans le processus de paix et de réconciliation par éducation (en %)

	Aucun	Informel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
FAMA	93	95	94	85	89	93
Gouvernement	90	91	90	85	87	90
MINUSMA	92	91	88	77	75	88
HCI	86	93	89	86	81	88
Serval	87	85	82	74	70	83
CEDEAO	86	85	84	68	71	83
CVJR	74	85	85	78	77	80
Autodéfense	56	65	63	57	62	60
MAA	5	6	4	3	9	5
MNLA	4	3	3	2	4	3
HCUA	2	3	2	1	0	2
AQMI	2	2	2	0	0	1
MUJAO	2	1	2	0	1	1
ANSAR DINE	2	1	1	1	0	1

Les courbes de confiance ont la même allure générale pour les analphabètes que pour les autres niveaux, primaire et secondaire. Le niveau secondaire est dominé par les deux autres niveaux quel que soit l'acteur jugé. Par contre, il n'y a pas de dominance ni du primaire ni de l'analphabétisme, l'un sur l'autre pour tous les acteurs examinés.

Graphique 8. Courbes de dominance de la confiance aux acteurs par niveau d'éducation (en %)



Conclusions

Les forces armées maliennes sont largement perçues comme n'étant presque en rien responsables des évènements récents d'occupation et de conflit du Nord, comme étant très utiles à la résolution du conflit, comme ne pouvant être tenus responsables si jamais de nouveaux conflits venaient à éclater au Nord et enfin comme étant le groupe d'acteurs qui a le plus de confiance des citoyens dans le processus de paix et de réconciliation. Dès lors, le défi majeur est de savoir comment l'armée peut-elle pleinement jouer son rôle étant donné qu'elle est sous contrôle des autorités politiques et tenue par des engagements internationaux pris par ces mêmes autorités politiques dans des domaines qui la concernent. A tout le moins, on peut dire que la tenir à l'écart de toute décision relative aussi bien à la résolution du conflit, à la stabilisation, au retour de la paix et à la réconciliation nationale qu'à la sécurisation des personnes et de leurs biens serait préjudiciable à son utilité sociale et finirait par entamer l'immense crédit de confiance dont elle a toujours joui auprès des populations, toute chose pouvant affaiblir dangereusement la force publique au Mali et par finir jeter l'Etat à la merci de groupes armés hostiles qui écument le désert et pas seulement.